

# Compte-rendu du Grand débat national

Lille

18 Février 2019

*Organisateurs : Laurent Pietraszewski, député de la 11<sup>ème</sup> circonscription du Nord ; Brigitte Liso, députée de la 4<sup>ème</sup> circonscription du Nord ; Frédéric Marchand, sénateur du Nord*

*Avec la présence exceptionnelle de Madame Brune Poirson, Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire*

## **Thème : Fiscalité et dépenses publiques**

### ● **Un Impôt sur le Revenu (IR) plus efficace et concernant chaque foyer fiscal**

- *Objectif* : cette proposition vise d'une part à renforcer la participation de tous les citoyens au financement des services publics et d'autre part à améliorer l'efficacité de l'IR.
- Des participants souhaitent tout d'abord une politique réellement inclusive qui associe davantage chaque citoyen au pacte social. Des participants proposent en ce sens de faire payer l'IR à chaque foyer fiscal même si pour certains foyers la somme sera symbolique. Ces participants insistent toutefois sur la nécessité de maintenir le principe de proportionnalité et de taxer davantage les plus hauts revenus. Mais, d'autres participants expriment de vives réserves vis-à-vis de cette proposition et soulignent que tous les français payent d'ores et déjà des impôts avec par exemple la TVA.
- D'autre part, des participants soulignent la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'IR en repensant les tranches.
- Un participant enfin insiste sur la nécessité de ne pas créer de prélèvement confiscatoire.

### ● **Repenser les dépenses publiques et donner davantage de sens à l'impôt**

- *Objectif* : il s'agit de redéfinir les dépenses publiques pour restaurer la confiance des contribuables et donner du sens à l'impôt.
- Des participants soulignent, qu'en matière de dépenses publiques, les choix faits doivent permettre de donner du sens et d'équilibrer les dépenses et les recettes. Il s'agit ainsi globalement de respecter le contribuable et d'augmenter par conséquent le consentement à l'impôt.
- Des participants soulignent que cette confiance dans les dépenses publiques doit exister à tous les niveaux : collectivités territoriales, échelon national, échelon européen, ...
- Ce reprofilage doit également s'inscrire dans une perspective de transparence.

- **Améliorer l'efficacité des services publics afin de diminuer les dépenses publiques**
  - *Objectif* : conserver une même qualité pour les services publics mais à moindre coût.
  - Des participants estiment qu'il est possible, en changeant l'organisation des services publics, de dépenser moins en gardant des résultats identiques. Cela permettrait selon ces participants de ne pas augmenter les impôts et de maîtriser la dépense publique tout en conservant un niveau élevé d'exigence en matière de services publics.
  - Des participants s'interrogent par exemple sur la possibilité de réformer ce qu'ils considèrent comme un « millefeuille administratif ».
  
- **Améliorer le fléchage des investissements publics**
  - *Objectif* : mener via les investissements publics et les marchés publics une politique résolue de lutte contre le chômage
  - Des participants soulignent que la France connaît un haut niveau de dépenses publiques (56 % du PIB) et un fort taux de chômage (9 % environ). Dans ce contexte, ils proposent de lutter via les investissements publics contre le chômage en orientant les dépenses publiques vers les zones les plus fragiles économiquement. Les marchés publics devraient ainsi être fléchés vers ces zones afin de dynamiser l'emploi.
  
- **Améliorer l'utilité réelle de la Cour des comptes**
  - *Objectif* : améliorer la compréhension par les citoyens de l'action de la Cour des comptes et accorder plus d'importance à ses rapports.
  - Il s'agit d'une part de rendre compréhensible par l'ensemble des citoyens les rapports de la Cour des comptes. Selon des participants cela peut concrètement se manifester par l'amélioration de la lisibilité de tels rapports, l'évolution dans le choix du vocabulaire, la mise en place de synthèses, l'usage de schémas simplificateurs ...
  - D'autre part, des participants soulignent l'importance pour les gouvernants d'assurer par des actions réelles le suivi concret des rapports et des avis de la Cour des comptes. Autrement dit, dans la prise de décision il conviendrait de davantage suivre les recommandations de la Cour.
  
- **Donner aux administrés à titre informatif le coût réel des prestations**
  - *Objectif* : que les citoyens prennent conscience du coût réel d'une prestation afin qu'ils comprennent "que ce n'est pas gratuit".
  - Il s'agit de donner à titre informatif aux administrés, même lorsqu'ils n'ont rien à payer, le coût réel pour la collectivité d'une prestation de service public.
  - Des participants prennent ainsi l'exemple du domaine de la santé et soulignent qu'il serait intéressant de donner le coût pour la solidarité nationale d'une hospitalisation. Cela permettrait de rendre concret la cohésion sociale et le rôle de l'Etat providence français.
  
- **Investir dans l'éducation**
  - *Objectif* : lutter contre les inégalités de destin.
  - Des participants soulignent la nécessité de lutter contre les inégalités de destin et l'importance de favoriser l'émancipation sociale.
  - Ils proposent d'investir dans l'éducation de façon massive afin de briser ces inégalités et pour renforcer l'ascenseur social.

- **Favoriser le travail dans les choix fiscaux**
  - *Objectif* : faire peser moins d'impôts sur le travail afin de le valoriser.
  - Des participants estiment qu'aujourd'hui le travail est trop taxé. D'un point de vue général, ils estiment que les choix fiscaux doivent viser à favoriser le travail. Par exemple, ils proposent de pérenniser la défiscalisation des heures supplémentaires.
- **Renforcer la subsidiarité dans la définition des politiques publiques fiscales**
  - *Objectif* : il s'agit en matière de définition des politiques publiques de favoriser la pertinence de la vision du terrain.
  - Des participants s'interrogent ainsi sur la faisabilité en France des décisions prise à Bruxelles en matière fiscale. Globalement, des participants proposent de renforcer la subsidiarité dans la prise de décision et de supprimer des niveaux de décision.
- **Renforcer l'équité fiscale**
  - *Objectif* : poursuivre la solidarité nationale.
  - Il s'agit d'accentuer le principe d'équité fiscale par une redéfinition des critères administratifs.

## **Thème : Démocratie et citoyenneté**

- **Renforcer l'éducation civique à l'école**
  - *Objectif* : renforcer le rôle de l'école dans l'apprentissage de la citoyenneté.
  - Il s'agit de prévoir, dès la classe de sixième, un enseignement d'éducation civique et de dédier un temps plus long à cet enseignement.
  - Des participants soulignent des carences du dispositif actuel.
- **Renforcer la connaissance des instances de démocratie participative**
  - *Objectif* : inciter l'engagement des citoyens dans la vie publique
  - Il s'agit de porter à la connaissance des citoyens les différentes instances qui permettent à tous, et notamment, aux jeunes de participer. Des participants soulignent l'importance d'orienter vers les jeunes cette communication autour des instances de la démocratie participative.
- **Reconnaître le vote blanc**
- **Prévoir la proportionnelle pour les élections législatives**
- **Mettre en œuvre le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) en en aménageant les modalités**
  - *Objectif* : consacrer le RIC et encadrer la pratique du RIC.
  - Il s'agit de prévoir un référendum sur une proposition de loi portée par les citoyens.

- Des participants soulignent toutefois que certains aménagements doivent être établis afin d'encadrer le RIC : établir un seuil de 2 millions de personnes ; consacrer le rôle du Conseil constitutionnel.
- **Prévoir un élargissement au niveau régional voire national d'un référendum local**
  - *Objectif* : des participants proposent de diffuser au niveau régional voire national des initiatives qui semblent concluantes au niveau local.
  - Il s'agit de partir d'un projet local et de porter, si ce projet local est concluant, cette idée à l'échelon régional voire national.
- **Recourir au tirage au sort pour faire participer les citoyens à la prise de décision**
  - *Objectif* : renforcer la participation des citoyens dans la définition des politiques publiques.
  - Il s'agit par tirage au sort de désigner des citoyens qui auraient la mission d'aider le législateur à réfléchir sur un projet de loi ou une proposition de loi. Cela permettrait d'une part de renforcer la participation des citoyens et d'autre part de renforcer l'apprentissage de la citoyenneté puisque les citoyens sélectionnés auraient une obligation de formation.

## **Thème : Organisation de l'Etat et des services publics**

- **Préserver un accueil physique et téléphonique pour les services publics**
  - *Objectif* : favoriser l'accès des administrés aux services publics en palliant les difficultés induites par le numérique.
  - Dans un contexte marqué par la fracture numérique, des participants soulignent l'impérieuse nécessité de préserver pour les administrés un accueil physique et téléphonique.
- **Prévoir dans les territoires ruraux des maisons des services publics**
  - *Objectif* : offrir aux administrés des points d'accès aux services publics et favoriser la mutualisation des moyens.
  - Il s'agit de consacrer des points d'accès uniques pour les services publics qui prendraient, concrètement, la forme de maisons des services publics.
- **Mieux adapter les horaires des services publics**
  - Dans le contexte de modernisation des services publics, il s'agit de revoir les horaires et les amplitudes horaires afin d'adapter les services de l'Etat et les services des collectivités aux modes de vie des usagers.
- **Réduire le nombre de communes en s'inspirant des modèles étrangers (Suède, Allemagne, Belgique, ...)**

- *Objectif* : réduire le nombre de communes afin de s'inscrire dans la moyenne des pays voisins.
  - Des participants s'interrogent sur l'utilité d'avoir près de 36 000 communes et proposent de réduire le nombre de communes en France en accentuant la dynamique actuelle (regroupements, fusions, ...).
- **Election directe des représentants au sein des communautés de communes**
    - *Objectif* : renforcer la démocratie.
    - Afin de renforcer la démocratie et l'intérêt des citoyens pour les communautés de communes, des participants proposent que les représentants au sein de ces communautés soient élus au suffrage universel direct.
- **Créer des bureaux de contrôle des dépenses publiques**
    - *Objectif* : vérifier le bon usage de l'argent public.
    - Au sein de chaque institution ou organe de l'administration, des participants proposent de créer des bureaux chargés de contrôler les dépenses publiques.
- **Repenser le statut du fonctionnaire**
    - Il s'agit de repenser le statut du fonctionnaire et de redéfinir les missions et les moyens des fonctionnaires. Des participants proposent « d'assouplir » ce statut afin de favoriser les montées en compétences et les mobilités.
- **Transférer davantage de missions au sein des régions**
    - Il s'agit de renforcer la décentralisation et de transférer les compétences vers les régions.
    - Dans ce cadre, les ministères auraient moins un rôle décisionnel et davantage un rôle d'animation.
- **Prévoir un Etat fédéral**
    - Certains participants ont évoqué l'idée d'aboutir à un Etat fédéral même si cette idée n'a pas fait consensus au sein du groupe.
- **Améliorer la transparence lors des élections municipales**
    - *Objectif* : des participants proposent d'améliorer la transparence lors des élections municipales.
    - Des participants soulignent que, lors des élections municipales, une liste devrait annoncer par avance les choix qu'elle entendra mener lors de la désignation des représentants au sein des structures d'intercommunalité.

## Thème : Transition écologique

- **Créer une « Assemblée du futur » à la place du Sénat**
  - *Objectif* : adapter nos institutions aux enjeux du XXIème siècle.
  - Des participants proposent de créer une Assemblée du futur en lieu et place de l'actuel Sénat. Cette assemblée, qui serait composée de scientifiques et de représentants de la société civile, permettrait d'appréhender les bouleversements actuels, et notamment les changements climatiques.
- **Une présomption simple de non consentement pour les publicités au format papier**
  - *Objectif* : réduire la quantité de papier utilisée pour les publicités
  - Des participants proposent d'inverser le système actuel du « Stop Pub ». Concrètement, seules les boîtes aux lettres sur lesquelles un autocollant « publicité acceptée » serait fixé recevraient des publicités. Autrement dit, il s'agit de créer une présomption simple de non consentement pour les publicités au format papier.
- **Moduler la TVA sur les véhicules selon des critères environnementaux**
  - *Objectif* : mener une politique fiscale incitative.
  - Il s'agit de moduler la TVA applicable aux voitures selon des critères environnementaux afin de favoriser l'achat des véhicules les plus propres et de taxer davantage les véhicules les plus polluants.
- **Mettre en place une fiscalité environnementale**
  - *Objectif* : prendre en compte l'impératif environnemental dans les choix de politique fiscale.
  - Des participants soulignent ainsi la nécessité d'effectuer les différents choix fiscaux à la lumière de l'enjeu écologique.
- **Pour une écologie incitative**
  - *Objectif* : porter une vision positive de l'écologie.
  - En lien avec la précédente proposition, des participants soulignent la nécessité d'appréhender l'écologie de façon positive. Ils proposent de multiplier les incitations, y compris fiscales, plutôt que les sanctions et malus.
- **Pour une politique ferroviaire ambitieuse**
  - *Objectif* : donner aux citoyens les moyens d'une mobilité douce.
  - Il s'agit de multiplier les lignes de train et de rendre accessible l'usage du train afin de permettre aux citoyens d'utiliser le moyen de transport ferroviaire plutôt que des voitures.
- **Promouvoir au quotidien la transition écologique**
  - *Objectif* : souligner le rôle proactif des citoyens dans la transition écologique.

- Des participants estiment que le Gouvernement a un rôle important dans la transition écologique mais que tous les citoyens doivent également prendre leur part dans cette transition. Ils mettent ainsi en avant la nécessité des gestes du quotidien en matière de transition écologique.
- **Repenser la politique du logement et la politique de la ville**
  - *Objectif* : il s'agit de repenser la politique du logement et la politique de la ville afin d'assurer une cohérence de ces politiques publiques avec la transition écologique.
  - D'une part, dans le domaine de la politique du logement, des participants font part de leur inquiétude profonde vis-à-vis de la précarité énergétique. Ils formulent le souhait de mener une politique ambitieuse afin d'offrir à tous, y compris les moins aisés, les moyens de lutter contre cette forme de précarité.
  - D'autre part, sur la politique de la ville, les participants soulignent l'importance de favoriser les mobilités douces, l'usage du vélo, etc ...
- **Promouvoir le covoiturage**
  - *Objectif* : renforcer la pratique du covoiturage.
  - Il s'agit de promouvoir le covoiturage en créant, par exemple, une voie réservée sur l'autoroute ou dans les axes urbains pour les utilisateurs de covoiturage. Ces derniers pourront, en bénéficiant de cette voie réservée, gagner du temps. Cela incitera ainsi naturellement les citoyens à développer cette pratique.
- **Lutter contre le gaspillage alimentaire**
  - Il s'agit de lutter contre toutes les formes de gaspillage alimentaire (grande distribution, restauration collective, comportements individuels, etc ...).
- **Favoriser l'information sur la transition écologique**
  - *Objectif* : permettre à chaque citoyen de comprendre la réalité des enjeux liés à la transition écologique.
  - Des participants estiment qu'une communication est faite sur le coût de la transition écologique mais que l'information demeure lacunaire sur les enjeux environnementaux. Ils insistent sur l'importance d'informer davantage le public sur la transition écologique.